

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18967 - 73ÈME ANNÉE

Confirmation de la structure néo-coloniale de l'économie de l'île

Croissance sans développement

L'IEDOM a dressé le portrait économique de La Réunion pour 2017. Tous ces indicateurs rappellent la structure néo-coloniale de l'économie réunionnaise. Elle a pour caractéristique de ne pas être au service du développement de l'île. C'est ce que souligne le contraste entre des indicateurs économiques florissants et le maintien de plus de 40 % de la population dans la grande pauvreté.



Dans sa dernière note, l'IEDOM dresse le portrait de l'économie de La Réunion pour 2017. Selon les indicateurs utilisés, la situation est très favorable. Cela fait donc la « quatrième année consécutive » que l'environnement est « bien orienté ». L'IEDOM note un renforcement de l'investissement, et une hausse de la masse salariale. La progression de l'emploi salarié reste sous la menace de la baisse des emplois aidés. « Les risques d'essoufflement sont toujours présents », constate l'IEDOM.

C'est par exemple une progression « à un rythme plus modéré » de l'emploi salarié en 2017 : +1,7 % soit 1,2 point de moins qu'en 2017. Cela

s'accompagne d'une augmentation du recours au travail temporaire (+17,5%) et d'une « augmentation de 11,2 % de la demande d'emploi des catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite) ».

C'est toujours la consommation qui tire l'économie. « Avec plus de 25.300 ventes, le marché des voitures particulières neuves atteint un niveau record en 2017 et progresse de 6,8 %, après +6,3 % déjà en 2016 ». Une croissance de la consommation soutenue par le recours au crédit : +11,4 % d'augmentation de l'encours des Réunionnais dans ces crédits à la consommation en 2017. Cette hausse était de 7,4 %

en 2016 et de 2 % en 2015.

L'IEDOM note que le BTP reste fortement soutenu par la commande publique. « Les montants mandatés aux travaux routiers augmentent de 6,7 %, en lien avec les chantiers de la NRL (+9,1%) et celui du pont de la rivière des Galets ».

Mais du côté du bâtiment, les livraisons de logements sociaux neufs ont baissé de 9,6 % en 2017, soit moins de 2.500. « Par ailleurs, le redémarrage des ventes de logements neufs (+19,2 %, après cinq années de baisse) est favorable, mais demande à se poursuivre : en 2017 le nombre total de logements autorisés à la construction fléchit de 6,8 % (après une hausse exceptionnelle de 27 % en 2016), tandis que ceux mis en chantier chutent d'un quart », précise l'IEDOM.

Malgré le soutien des pouvoirs publics, le nombre de salariés inscrits à la caisse des congés payés a baissé de 1,6 %.

Le secteur du tourisme connaît une progression avec plus de 500.000 accueillis l'an dernier pour plus de 356 millions d'euros de recettes.

Manque de logements et d'emplois

Ces indicateurs restent contrastés. S'ils s'appliquaient à la France, il y a fort à parier qu'elle serait sur la voie du plein emploi. Mais à La Réunion,

le chômage reste toujours à un niveau exceptionnellement élevé, et plus de 180.000 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi.

Cette croissance économique ne répond pas aux problèmes principaux des Réunionnais.

Conséquence de la colonisation puis de l'échec de la départementalisation, près de la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Mais l'économie en place à La Réunion n'est pas adaptée à la capacité contributive de cette part importante de la population.

Ces personnes ont besoin d'un logement digne et pas cher. Mais les livraisons dans le parc social restent très insuffisantes : 2.500 en 2017 alors que près de 30.000 familles sont sur liste d'attente.

Ces Réunionnais ont aussi droit à un emploi durable et payé correctement. Le recours toujours plus important au travail intérimaire signifie plus de précarité et ne va pas dans ce sens. À cela s'ajoute la fin annoncée des emplois aidés qui sont pour beaucoup le seul moyen d'échapper pendant un temps au chômage.

Dans le secteur productif, la commande publique tire l'activité. Les investissements se concentrent surtout sur un chantier, celui de la route en mer. Or avec l'absence de matériaux pour réaliser le projet prévu, il s'avère que seule une moitié pourrait être livrée dans quelques années. C'est le viaduc, qui nécessite le recours à des entreprises spécialisées dans les travaux maritimes. Une fois que le viaduc aura relié la Grande Chaloupe à Saint-Denis, que se passera-t-il ? Dans l'état actuel de la situation, il faut s'attendre à l'arrêt du chantier. Cela voudra donc dire une remise à niveau de l'indicateur utilisé pour l'investissement, qui est manifestement faussé par le projet de la route en mer. Là apparaîtra alors la réalité d'un secteur en crise, car il ne s'est pas remis de plusieurs décisions politiques qui ont supprimé des milliers d'emplois : arrêt des chantiers du tram-train, du Pôle Océan, de l'hippodrome de Cambaie, du zénith intercommunal du Nord ; remplacement d'une nouvelle route du littoral qui aurait déjà dû être livrée par une route en mer qui accumule les retards.

Fragile croissance

La progression du tourisme est toute relative. Cette hausse est liée à celle du trafic passager à l'aéroport. 2017 était une année record, cela est dû à l'arrivée à La Réunion de la compagnie French Bee, avec une commercialisation low-cost sur le long-courrier. Cela a conduit à baisser les prix et donc à mécaniquement augmenter le trafic passager. Mais mise à part Air Austral, les compagnies qui desservent La Réunion n'ont pas comme priorité le désenclavement de l'île. Elles se conforment à leur stratégie dont La Réunion n'est qu'une composante. C'est ce que vient de rappeler XL Airways qui a décidé de diminuer le nombre de ses vols qui relient La Réunion à la France. La raison est justement la baisse des prix entraînée par l'arrivée de French Bee. La conséquence du retrait partiel de XL Airways aura pour effet une diminution de l'offre, et donc des prix qui ont de grandes possibilités de repartir à la hausse.

Il est également important de noter que c'est la consommation qui est le moteur de cette croissance. Elle est financée par le crédit. Or, plus aucune banque située dans l'île n'est réunionnaise. Même la Banque de La Réunion au nom si symbolique a fini par disparaître, absorbée par la Caisse d'Épargne de Provence Alpes Côte d'Azur. Cela signifie que les bénéfices tirés des crédits à la consommation n'ont pas nature à rester à La Réunion, mais ont pour vocation à alimenter les profits des maisons-mères situées à 10.000 kilomètres.

Tous ces indicateurs rappellent la structure néo-coloniale de l'économie réunionnaise. Elle a pour caractéristique de ne pas être au service du développement de l'île. C'est ce que souligne le contraste entre des indicateurs économiques florissants et le maintien de plus de 40 % de la population dans la grande pauvreté.

M.M.

Après la sanglante répression de la manifestation pacifique du Jour de la Terre

Le PCR solidaire des Palestiniens en lutte

Le Parti communiste réunionnais réaffirme sa solidarité avec les Palestiniens en lutte pour faire respecter les droits dont ils sont privés depuis qu'ils ont été chassés de leur maison par l'armée israélienne. Le PCR souligne aussi « son soutien à une solution pacifique de ce conflit selon le droit international : la création de deux États en Palestine, un État palestinien et un État israélien. » Voici le communiqué diffusé hier aux médias.

Vendredi dernier, le conflit en Palestine a franchi une nouvelle étape dans sa gravité avec la mort de 17 Palestiniens qui participaient à une manifestation pacifique. Ces 17 personnes ont été assassinées sur ordre du gouvernement israélien, qui a autorisé les tirs à balle réelle sur des personnes désarmées.

Le PCR tient à rappeler que ce drame est le résultat d'une politique colonialiste menée par le gouvernement israélien. Cette orientation est contestée au sein même d'Israël, par des Israéliens qui considèrent que leurs dirigeants mènent une politique d'apartheid visant les Palestiniens.

De plus, la manifestation réprimée vendredi était le Jour de la Terre. Ce jour-là, les Palestiniens commémorent le non-respect d'un engagement pris par Israël lors de son adhésion à l'ONU : la restitution aux réfugiés palestiniens de leurs biens qui ont été accaparés par les armes depuis 1947.

Le PCR renouvelle sa solidarité avec le peuple palestinien en lutte. Il souligne son soutien à une solution pacifique de ce conflit selon le droit international : la création de deux États en Palestine, un État palestinien et un État israélien.

Edito

Le secret des affaires menace la liberté de la presse

Une décision importante vient d'être prise par des députés. C'est ce qu'indique un communiqué du SNJ-CGT doit voici quelques extraits :

« La proposition de loi sur le Secret des affaires imposée par les lobbies industriels et les banques d'affaires pour empêcher les journalistes, les ONG et les chercheurs de faire éclater des scandales comme celui du Round Up et des Monsanto Papers, ou celui du Mediator ou des Panama Papers à l'avenir, a été adoptée à l'Assemblée nationale française le 28 mars 2018... par seulement 66 députés présents ce jour-là (sur 577 !) : 20 qui ont voté en faveur de nos amendements, 46 qui ont voté contre.

Avec une poignée de 26 députés, l'agrochimie et les lobbies des multinationales viennent de gagner une nouvelle manche dans la bataille qu'ils mènent depuis 3 ans pour imposer leur loi du silence à des centaines de millions d'européens !

Si cette loi est adoptée, les journalistes et les ONG qui informent habituellement les citoyens sur des pratiques frauduleuses de grandes entreprises ou des produits dangereux pour la santé ou l'environnement se trouveront dans l'incapacité de le faire, au risque de se voir condamnés par les tribunaux à de lourdes sanctions.

Pire : les personnes qui sont en première ligne face à un potentiel scandale financier ou sanitaire – les lanceurs d'alertes, les chercheurs, les scientifiques – ne seront plus protégées et risqueront de voir leur responsabilité financière engagée - avec des amendes de plusieurs millions d'euros à la clef - si elles divulguent des informations sans que l'entreprise qui est en cause ne les y autorise. »

Il reste le passage au Sénat pour contrecarrer ce projet. Rappelons en effet que la liberté de la presse est un des piliers de la démocratie. Mais comme sur le plan social, la tendance dans ce domaine de la majorité parlementaire est à la régression.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Du 11 au 15 avril

Nouvel an tamoul à Sainte-Suzanne : femme lumière du monde

La municipalité de Sainte-Suzanne, en collaboration avec l'association Chapelle Front de Mer, a présenté hier les festivités du « Nouvel an tamoul 5119 » qui se dérouleront dans la commune du 11 au 15 avril 2018. La thématique retenue pour cette année est « Femme, Lumière du Monde ».



De par son passé et son histoire agricole, Sainte-Suzanne regroupe de nombreux Réunionnais d'origine indienne tamoule, descendant des premiers engagés venus travailler dans les champs et les grandes propriétés coloniales.

Pour la célébration du nouvel an Tamoul 5119, il a semblé judicieux de mettre en valeur l'importance de la femme et le symbolisme qu'elle représente autour de la thématique : « Femme lumière du monde »

Les objectifs seront d'une part, de faire découvrir la culture et les traditions des Réunionnais d'origine indienne. Et d'autre part, de sensibiliser l'opinion sur la place impor-

tante de la femme dans la société, et de soutenir les efforts entrepris par les différents acteurs pour faire reconnaître les droits de la femme dans le monde entier.

Des animations seront mises en place durant ces festivités sur tout le territoire de la commune, dans les écoles et les quartiers. Le thème de la « Femme, Lumière du Monde », sera valorisé à travers les différents spectacles, le défilé, les chars et les ateliers pédagogiques.

Dans la société indienne, la femme possède une place particulière.

Dès son plus jeune âge, la petite fille est formée par sa mère et toutes les femmes de la maisonnée, à son fu-

tur rôle de mère et d'épouse. Elle doit mener à bien les volontés de la famille, de la société.

La condition des femmes indiennes est souvent perçue comme l'une des plus difficiles au monde.

Dans les civilisations en général, le rôle de la femme dans la société a toujours été minimisé. Au cours de ces dernières décennies, les femmes ont mené plusieurs combats afin d'être reconnues. Bien que la lutte pour cette reconnaissance ait avancé dans plusieurs domaines, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

Pour toutes ces raisons, dans le cadre des festivités du nouvel an tamoul 5119, la commune de Sainte-Suzanne et l'association Chapelle Front de Mer, ont voulu donner à la Femme une place d'honneur et ainsi encourager toutes les actions pouvant contribuer à l'évolution d'une humanité éclairée.

Cette année, outre la participation des associations tamoules de La réunion, la municipalité de Sainte-Suzanne accueillera la troupe mauricienne Verramundar Band, et l'ouverture du spectacle du samedi 14 avril 2018 sera faite par la chanteuse Kenaëlle.

Les autres partenaires sont les écoles de Sainte-Suzanne, Sivayana, Salangai, A.C.D.E.I.J Groupe Mohini, Jai Hiind, Revathi Dance Academy, Pondysuper Star's, Maa Kali Sakti, Chandra Evolution, Ccari, Bala Kalai, Adalarassi, Kalyygam, Tangalapa, Tambour Sacré.

In kozman pou la rout

« Fons dann mir, i vé pa dir rouv shomin ! »

Kan moin lété pti, moin té i lir in zournal pou la zénès téi apèl « Vaillant ». Sa té in vayan zournal é mi doi dir dopi tan-la moin la pankor trouv in zournal « kaptivan konmsa ». Pars son réklam lété : Vayan zournal lo pli kaptivan... Dann Vayan l'avé listoir Arthur lo fantome zistisyé téi défann lo fèb kont lo for. Mé in poinn détaye, kant mèm : tout bann fantome té i gingn travèrs in mir é Arthur téi gingn pa, é mèm si so famiy l'avé donna li lo formil k'i fo, li téi gingn pa bien tiliz sa. Donk, ala in fantome, li gingn pa fé sak in fantom normal i fé donk li lé konm nou zordi : ni fons dann mir, mé nou lé sinplomman riskab kraz nout figur. Alé ! Mi lèss azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'vansipetadyé.

Billet philosophique

Priorité au « bien commun de toutes les nations »

Une fois de plus, nous avons pu vivre ces derniers jours plusieurs événements où des Réunionnaises et Réunionnais se sont rencontrés pour avoir des échanges sur les défis à surmonter à La Réunion comme dans le monde entier. Des échanges porteurs de valeurs et de perspectives pouvant cultiver l'espérance...



La proclamation de la "Prière réunionnaise pour la Paix" lors de la cérémonie du 28 mars à Champ-Fleuril.

Pour philosopher ensemble à ce sujet, nous allons d'abord citer cette rencontre organisée le mercredi 28 mars par l'AID (Association Initiatives Dionysiennes), animée par le président Bruno Bourgeon sur un problème important qui préoccupe de plus en plus la planète entière : "Quelles solutions pour les migrants ?". À cette occasion a été projeté un documentaire très intéressant intitulé "Regarde ailleurs", qui montre les souffrances des migrants et que l'on peut voir sur le site : <https://vimeo.com/251551551>

Ensuite, plusieurs personnes sont intervenues au cours du débat pour exprimer avec force la nécessité d'« être solidaire de toutes ces personnes qui chaque jour dans le monde prennent la décision la plus difficile de leur existence : aller chercher ailleurs une vie meilleure ». Et comme le dit Bruno Bourgeon, ne faut-il pas avant tout « s'adapter dans les meilleures conditions pour les résidents comme pour les nouveaux arrivants, plutôt que de tenter de blo-

quer vainement les flux en encourageant une économie criminelle à grande échelle ? ».

« I fo nou batay »

Une autre rencontre qui a ouvert des portes de réflexions libres et responsables pour notre avenir en tant que peuple réunionnais, c'est "l'atelier de la pensée" organisé le 30 mars au Moufia par l'Agence Komkifo, une "Agence de développement culturel" dirigée par Zakaria Mall, sur les atouts de ce peuple. Trois personnalités de notre monde culturel sont intervenues avec pertinence à ce sujet (Dominique Vi-rassamy-Macé, Christophe Lavergne et José Macarty), avant que de nombreuses autres personnes responsables d'organisations culturelles apportent leur contribution au sobatkoz sur le thème : "la pensée marone comme moteur de développement de notre pays".

Parmi ces intervenant-e-s, nous pouvons citer par exemple

Ghislaine Bessière, Paul Hoarau, Éric Murin, Alain Gravina, Patrick Singaïny, Éric Magamootoo, Monique Séverin, etc. Et nous retiendrons une des conclusions de cet atelier : « i fo nou batay, i fo nou kroin an nou pou in prozé réniyoné ».

« Pour La Réunion et pour le monde entier »

Enfin, nous évoquons cet autre événement qui a marqué l'actualité par le nombre de personnalités présentes et la qualité de leurs interventions ; il s'agit du recueillement organisé le 28 mars sur le parvis des Droits de l'Homme et de la laïcité par le Groupe de Dialogue Inter-religieux de La Réunion, présidé par Idriss Issop-Banian, en hommage aux victimes des derniers attentats en France. Une nouvelle et belle illustration de l'unité réunionnaise dans sa diversité pour la solidarité. C'est pourquoi nous citons des extraits de la "Prière Réunionnaise pour la Paix" proclamée lors de cette cérémonie, car elle est riche en pensées, que l'on soit croyant ou non : « (...) nous ne formons qu'une seule famille humaine. Arrache de nos cœurs toute pensée fratricide et fais de nous des artisans de paix. Libère nous des passions mauvaises et tiens-nous dans la lumière. Donne-nous le courage de faire la vérité dans nos relations afin que la justice soit le fruit de ton Amour en nous, entre nous et autour de nous. (...) Nous te prions aussi pour les Chefs d'État, pour les diplomates et les militaires. Anime-les de l'esprit de paix. Qu'en étant au service de leurs peuples, ils assurent en même temps le bien commun de toutes les nations. Nous te demandons cela pour La Réunion et pour le monde entier ».

Roger Orlu

Oté

In dévlopman pli nésésèr ankor zordi pou domin

Mi sort antann, dann radio, nout lékonomi rényonèz lé plizanpli vayan. Lé pa étonan l'édom i done in nouvell konmsa dann moi d'avril pars i fo pa ni obliy dann moi d'avril néna in zour sé lo promyé. An pliské sa, i paré dopi dizan nout l'ékonomi i arète pa pous an avan é l'ané 2018 lé riskab ète in l'ané d'anfèr pou nout to d' kroisans.

Ou i mézir avèk lo mète ou l'ashtë é si lo l'inité d'mézir i konvien pa, étone pa ou si lo rézilta la pa sak ou i oi d'aprè ou, si an touléka ou i trouv pa sak ou i voudré trouvé. Biensir mi parl lo pib é ni koné nout tout si lo pib i marsh a krazé la pa pou sa l'ékonomi lé an bone santé. Poitan, nou noré bézoin d'in l'ékonomi an bone santé.

Nou noré bézoin sirtou in lékonomi d'prodiksyon k'i marsh in pé myé. Kosa k'i ansèrv anou si bann komèrs i vann produi déor i fé in léksélan shif d'afèr ? Kosa k'i raport anou si ni ashète plizanplis loto alé oir isi i fabrik pa in sèl vyé kok loto. Kosa k'i sèrv anou la vant shanpagn, la vant téléphone, sansa ankor sète bann produi d'liks, sak lé fé ayèr é i fé ashtë anou travaye demoun déor avèk in dézékilib plizanpli gran rant l'inportasyon épi l'ésportasyon.

Poitan n'inport ki i pé dir in vré politik dévlopman lé pli nésésèr zordi ké zamé. Pou kosa ? Pars tout alantour d'nou néna in sèryé pousé démografik, é lo soidizan bon figir nout l'ékonomi i atir plizanplis demoun déor é si tousa d'moun i vien, dabor nou na poin lo moiyn pou anpèsh azot rantré, é nou na poin lo moiyn okip z'ot trop plin.

Kèl solisyon ? Lo mèm ke dann l'ané 1959, lo mèm k'aprés, lo mèm ké zordi : dékoloniz nout péi é dévlop ali. Mé mi pans nou va arparl de sa pars fons dann mir i vé pa dir rouv in shomin.

Justin